

Groupe de travail Observation transfrontalière

12 mars 2025

- Livret 1 - Actualités européennes et projets d'observation



Travaux récents et en projet à l'Insee

Guillaume Bichler, INSEE - Pôle des statistiques transfrontalières



Institut national de la statistique
et des études économiques

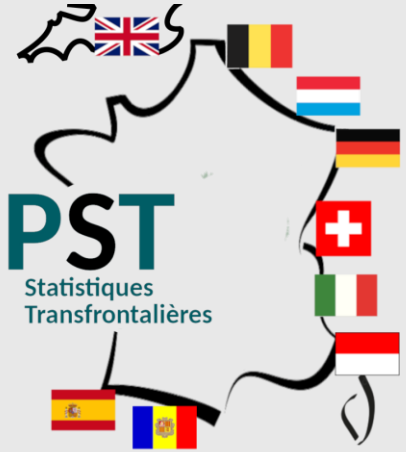
Mesurer pour comprendre

Groupe de travail MOT-ANCT sur l'Observation transfrontalière

Travaux récents et en projet à l'Insee



Insee – pôle des statistiques transfrontalières



1 Acteurs du transfrontalier à l’Insee et coopération

2 Travaux et études récents ou en cours

3 Contribution au projet « *crossborder data collection* »

01 Acteurs du transfrontalier à l'Insee et coopération

Travaux nationaux

– Le pôle des statistiques transfrontalières (PST)

- 4 personnes localisées à Nancy (Direction Régionale du Grand-Est)

- Création assez récente (2017)

- Missions

- Animer le réseau des chargés d'étude régionaux travaillant sur le transfrontalier

- Recueillir, produire et mettre à disposition des bases de données transfrontalières sur l'ensemble des frontières

- Valoriser les données au travers d'études nationales

- Réaliser des travaux d'expertises de sources

- Participer à des actions de coopération

Travaux régionaux

- Les services études et diffusion (SED) des régions frontalières
 - Grand-Est, Bourgogne-Franche-Comté, Auvergne-Rhône-Alpes, Hauts-de-France, Provence-Alpes-Côte d'Azur, Occitanie, Nouvelle-Aquitaine
- Expertise et expérience sur les enjeux transfrontaliers de leur région et plus localement sur des zones de coopération

Articulation national / régional

- rôles complémentaires et travaux collaboratifs possibles

Coopérations nationales

- Groupe de travail Eurostat sur les *cross-border cities* et *FUAs*
 - *Objectif = adapter les concepts de cities et FUA au transfrontalier (définition des concepts, calcul des périmètres et collecte des données)*
- GT "Observation transfrontalière" de la MOT
- Groupe de travail du comité de coopération transfrontalière franco-allemand
- European network for Cross-Border Monitoring
 - Réseau d'échanges sur les sujets transfrontaliers, animé par BBSR (Allemagne)
- Cross-Border Data Collection
 - Collecter, analyser et comparer des données sur les flux de travailleurs frontaliers à l'échelle européenne

02 Travaux et études récents ou en cours

Trajets domicile-travail des travailleurs frontaliers

– Opération coordonnée parue en novembre 2024

- Parution simultanée d'une étude nationale et de 5 études régionales

– Périmètre

- Flux vers la Belgique, le Luxembourg, l'Allemagne, la Suisse et Monaco

– Problématiques

- Comment se caractérisent les trajets domicile-travail des frontaliers VS les non-frontaliers ? quelles sont les différences entre frontières ?

- Comment sont concentrés les flux de frontaliers ?

- Comment ont évolué les trajets domicile-travail entre 2010 et 2021 ?

- Quel est l'impact en termes de CO₂ du travail frontalier ?

Trajets domicile-travail des travailleurs frontaliers

– Sources mobilisées

- Recensement de la population
- Metric-OSRM (distances et temps de trajet)
- enquête Mobilité des Personnes, Répertoire Statistique des Véhicules Routiers (émissions de CO₂)
- Données DV3F sur les prix de l'immobilier (facteur explicatif)

– Champ

- Actifs en emploi des zones d'emploi les plus concernées par le travail frontalier

UN TRAVAILLEUR FRONTALIER SUR CINQ PARCOURT PLUS DE 50 KM POUR ALLER TRAVAILLER

DES TRAJETS PLUS LONGS POUR ALLER AU TRAVAIL POUR LES FRONTALIERS



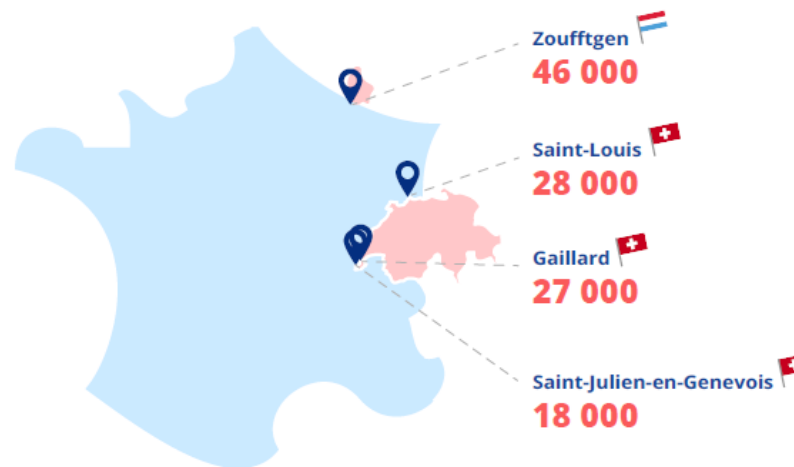
EN UNE DIZAINE D'ANNÉES, FORTE HAUSSE DES LONGS TRAJETS VERS L'ÉTRANGER



Évolution du nombre de travailleurs frontaliers entre 2010 et 2021 selon la distance domicile-travail

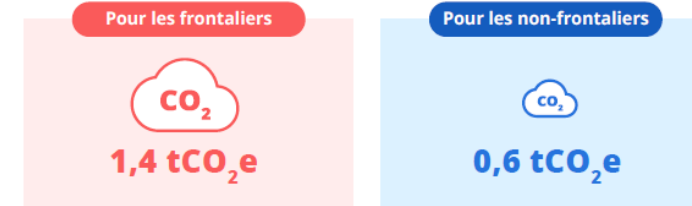
DES FLUX ROUTIERS TRÈS CONCENTRÉS VERS LE LUXEMBOURG ET LES CANTONS DE GENÈVE ET DE BÂLE

Un automobiliste frontalier sur cinq traverse une de ces quatre communes pour se rendre à son travail



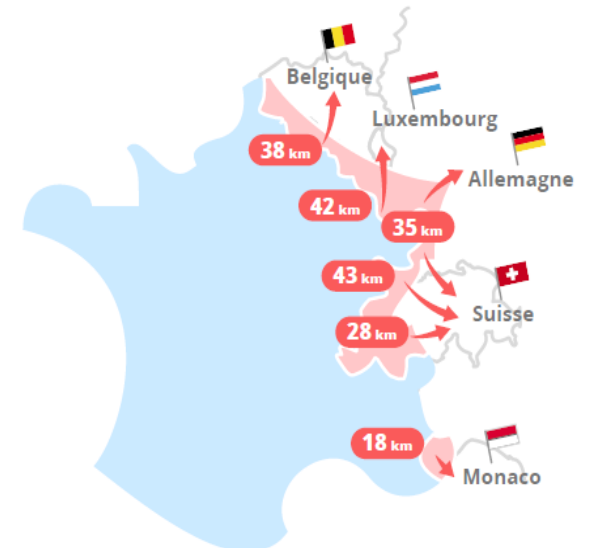
Principales communes frontalières sur le trajet par la route vers le Luxembourg et la Suisse, et nombre de frontaliers en 2021

DES TRAJETS QUI GÉNÈRENT 2,4 FOIS PLUS DE CO₂ QUE CEUX DES NON-FRONTALIERS



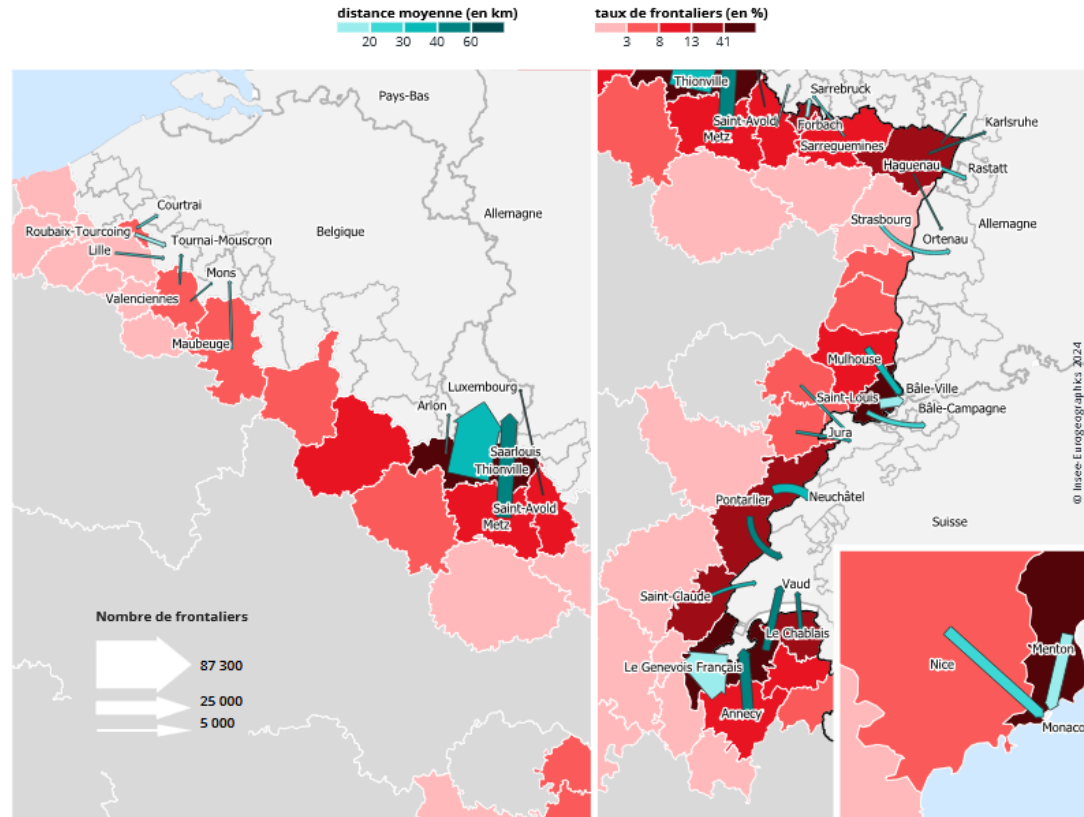
Émissions moyennes liées aux trajets domicile-travail en 2021 par individu, en tonnes d'équivalent CO₂

DES TRAJETS PARTICULIÈREMENT LONGS VERS LE LUXEMBOURG ET L'ARC JURASSIEN SUISSE



Distance moyenne domicile-travail selon le pays de travail et selon la région du domicile

Figure 2 – Principales zones d’emploi concernées par le travail frontalier et principaux flux de travailleurs frontaliers en 2021



Champ : Personnes en emploi de 15 ans ou plus qui résident dans les 45 zones d’emploi du champ de l’étude, qui se déplacent pour aller travailler et dont la distance domicile-travail est inférieure à 150 km.

Sources : Insee, recensement de la population 2021, exploitation complémentaire ; distancier Metric-OSRM, © les contributeurs d’OpenStreetMap et du projet OSRM.

Étude sur les achats transfrontaliers par carte bancaire

- Parution au 2ème semestre 2025
- Source
 - Partenariat Insee-données Crédit Mutuel Alliance Fédérale
 - Données de comptes anonymisées
 - Dépenses journalières par CB
- Caractérisation de l'établissement de dépense (nomenclature NCC)
- Département de résidence du ménage et pays de la dépense
- Série depuis début 2022 jusqu'à 2025, enrichissement mensuel de l'échantillon
- Travaux exploratoires via un stage à l'été 2024

Problématiques envisagées

- **Caractérisation des achats transfrontaliers par carte bancaire : nombre de transactions, montant moyen, poids dans les achats, distinction selon la frontière**
- **Analyse des types d'achats par frontière et comparaison avec les achats réalisés en France métropolitaine**
- **Éléments sur la distinction entre dépenses de tourisme et autres dépenses, par frontière : étude de la saisonnalité, dépenses selon le jour de la semaine**
- **Éléments sur l'évolution des achats transfrontaliers**

Expertises de sources

– Source Filosofi (données fiscales)

- indicateurs sur les revenus déclarés (avant redistribution) et sur les revenus disponibles (après redistribution et imputation de revenus financiers non déclarés)

- Groupe de travail Insee pour corriger la sous-déclaration des revenus perçus à l'étranger sur certaines frontières (Luxembourg, canton de Genève)

– Travaux de comparaison des sources sur les flux de travailleurs frontaliers

- RP (France), Bundesagentur für Arbeit (Allemagne), OFS (Suisse), INAMI (Belgique), IGSS (Luxembourg)

- Base Tous Salariés

– Estimation frontaliers entrants, codage de la commune de résidence à l'étranger

Autres travaux au programme de travail 2025

- Étudier des pistes d'enrichissement des données open data sur insee.fr
- Approfondir les 2 thématiques du tissu productif et de l'accès aux services publics dans les zones transfrontalières
 - Dans un cadre plus large : élaboration d'une cartographie des thématiques transfrontalières abordées par l'Insee (PST + SED)
- Publications réalisées ou en projet, sources mobilisées, thèmes suscitant une forte demande locale,...
- Travail en interne Insee sur les données Eurostat (faciliter leur usage par les chargés d'étude)
- Travailler sur les mobilités résidentielles dans les zones frontalières
 - Codage et exploitation de la commune de résidence antérieure à l'étranger (RP)
 - Sujet d'intérêt à la commission territoires du CNIS et projet potentiel d'étude

03

Contribution au projet

« *crossborder data collection* »

Projet européen faisant suite à un appel d'offre DG REGIO

- Pilotes : CBS (Pays-Bas) et OIR (Autriche)
- Insee : partenaire en appui (*subcontractor*)

Objectifs du projet

- Collecter des données administratives sur les flux de travailleurs frontaliers entrants pour chaque pays de l'UE + la Suisse
- Données NUTS3 de la région de travail
- Pays de résidence
- Nationalité
- Sexe

Objectifs du projet

- Analyser la qualité des données
- Identifier les obstacles
- Développer une méthodologie permettant la comparaison des données
- Communiquer sur le projet à des partenaires
 - Organisation de 4 *workshops* (1^{er} = 18 mars)
 - Organisation d'un séminaire à la fin du projet
 - Communication auprès du *Border Focal Point Network*
- Développement de recommandations

Calendrier

- **Durée totale de 18 mois**
- **Démarrage en octobre 2024**

Contribution de l'Insee

- **Relecture de documents et appui méthodologiques**
- **Participation à des réunions de travail et aux workshops**
- **Pilotage de la collecte de données auprès de l'Espagne, du Portugal et de l'Italie**

Retrouvez-nous sur

[insee.fr](https://www.insee.fr)



**Guillaume Bichler - responsable du pôle
statistiques transfrontalières**

Guillaume.bichler@insee.fr



**Présentation de la publication
Zoom transfrontalier n°1 – Flux de
travailleurs frontaliers (novembre 2024)**

Jean Rubio, MOT



Observer les dynamiques de l'économie et de l'emploi en transfrontalier

ZOOM. transfrontalier

La publication de la MOT sur l'Observation transfrontalière #01 Novembre 2024

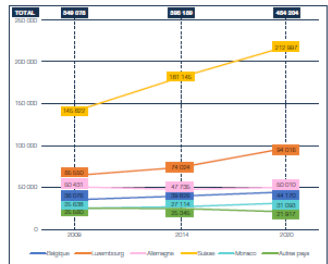


Observer les dynamiques de l'économie et de l'emploi en transfrontalier

Edito

La MOT lance une nouvelle publication sur l'Observation transfrontalière ! Ce premier numéro est consacré à l'observation des dynamiques de l'économie et de l'emploi en transfrontalier, en particulier aux flux de travailleurs frontaliers aux frontières françaises. Avec plus de 450 000 frontaliers, la France est championne d'Europe de l'emploi transfrontalier. Ce phénomène a un impact considérable sur les territoires frontaliers, qui présentent des configurations uniques en matière d'aménagement du territoire. Certains de ces territoires connaissent d'importants flux quotidiens de travailleurs frontaliers, entraînant une répartition spécifique des fonctions territoriales : fonction résidentielle, consommation, services côté français, et emploi de l'autre côté de la frontière. Mais comment observer ces flux et comment évaluer leur dans les espaces frontaliers français ?

Une hausse des frontaliers vers la Suisse et le Luxembourg



Evolution du nombre de travailleurs frontaliers résidant en France et travaillant dans les pays voisins source : INSEE.

En 2020, on dénombrait près de 350 000 travailleurs frontaliers, plus de 356 000 en 2014 et plus de 450 000 en 2020.

Entre 2009 et 2020, une hausse est constatée principalement vers la Suisse (+48%), vers le Luxembourg (+42%) et dans une moindre mesure vers la Belgique (+29%) et vers Monaco (+21%).

Les flux à destination de l'Allemagne connaissent une baisse entre 2009 et 2014 et une légère hausse entre 2014 et 2020 tandis que les flux vers les autres pays (Italie, Espagne...) sont en baisse entre 2009 et 2020.

Améliorer les données statistiques sur les travailleurs frontaliers en franco-allemand

Dans le cadre du Comité de coopération transfrontalière franco-allemand (CCT), un groupe de travail sur l'Observation territoriale transfrontalière (OTTF) a été mis en place pour améliorer l'accès aux données statistiques transfrontalières des deux pays. En 2023, un travail a été réalisé par l'INSEE et la Bundesagentur für Arbeit (BA) sur l'examen des statistiques sur les flux pendulaires de salariés dans l'espace transfrontalier. Il a été constaté que les données disponibles en France et en Allemagne sont insuffisantes pour une analyse fine des flux de travailleurs, avec des lacunes dans la collecte et la comparabilité des données. Dans son rapport, le GT/OTTF propose cinq mesures pour améliorer les données économétriques : traiter les données des frontières entières en Allemagne (par la BA), utiliser le standard européen pour le codage des communes étrangères (par l'INSEE), exploiter la Base Fours Salariés en France, analyser les données fiscales françaises pour identifier les revenus étrangers, et mettre à jour régulièrement les fonds de cartes européennes au niveau IAU via Eurostat. Ces améliorations nécessitent une collaboration administrative entre les partenaires français et allemands.

Observer les flux de travailleurs frontaliers, des sources de données hétérogènes

Dans cette publication, les données utilisées sont celles issues des recensement de la population de l'INSEE. Elles ont l'avantage de permettre une comparabilité d'une frontière à l'autre.

Mais sur certaines frontières, les données existantes dans les pays voisins peuvent présenter des différences selon leur type, qu'elles soient administratives ou statistiques. Voici quelques exemples :

- Belgique (BE), les données de l'INAM¹ recensent 37 807 travailleurs frontaliers entrants depuis la France (FR) en 2020, soit environ 4 700 de moins que les données INSEE.
 - Au Luxembourg (LU), les données du STATEC² indiquent 107 100 travailleurs frontaliers résidant en France en 2020, soit environ 19 000 de plus que les données INSEE.
 - En Suisse (CH), les données de l'OFS³ indiquent 188 087 travailleurs frontaliers résidant en France, soit près de 27 000 de moins que les données INSEE.
 - A Monaco (MC), l'INSEE⁴ donne le chiffre de 42 342 salariés résidant en France, soit environ 11 000 de plus que les données INSEE.
- Si globalement, ces différentes données aboutissent au même résultat final (450 000 frontaliers français), elles induisent localement des différences substantielles de compréhension et des différences en matière de politiques publiques à mener (ex : différence de 19 000 frontaliers à la frontière LU, soit le nombre de frontaliers usagers du train entre FR et LU).

¹ Institut national d'assurance maladie (INAM) (FR) ; ² Institut national de la statistique et des études économiques de Grand-Duché de Luxembourg (STATEC) ; ³ Office fédéral de la statistique (OFS) ; ⁴ Institut monégasque de la statistique et des études économiques (IMSE)



Quel est le constat en 2020 ? Où vit le travailleur frontalier ?

Une répartition hétérogène des travailleurs frontaliers selon les secteurs géographiques

Parmi les Etablissements Publics de Coopération Intercommunale (EPCI) frontaliers, la majorité recense une proportion significative de travailleurs frontaliers (supérieure à 5%) parmi l'ensemble des actifs occupés. Ainsi, tous les EPCI frontaliers avec la Belgique, le Luxembourg, l'Allemagne, la Suisse et Monaco sont concernés par l'activité professionnelle de milliers de travailleurs résidant en France et exerçant à l'étranger.

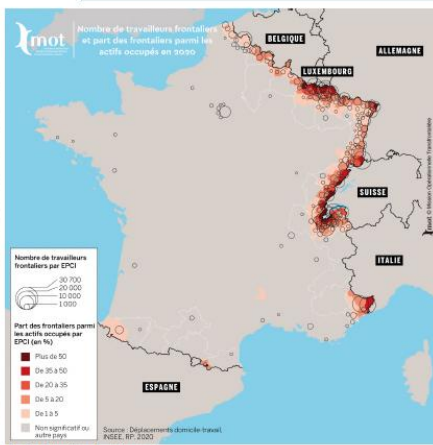
Pourtant, la répartition spatiale de ces travailleurs est loin d'être homogène entre les EPCI. Deux pays voisins se distinguent : le Luxembourg et la Suisse. Sans surprise, les EPCI frontaliers avec ces deux pays sont ceux qui comptent la part et le nombre les plus élevés de travailleurs frontaliers. Par exemple, la Communauté d'agglomération (CA) du Pays de Cox regroupe plus de 30 000 travailleurs exerçant en Suisse, ce qui représente environ 7% de l'ensemble des travailleurs frontaliers résidant en France.

« Parmi les 10 EPCI ayant la plus forte part de travailleurs frontaliers parmi les actifs occupés, tous sont limitrophes d'un pays voisin et 9 le sont spatialement avec le Luxembourg ou la Suisse ».

Cette concentration est également notable pour les EPCI situés à quelques dizaines de kilomètres de la frontière, illustrant un étalement de la bande frontalière luxembourgeoise, suisse (du Bâle à Genève) et, dans une moindre mesure, allemande. En effet, l'effet « pouce » de plus en plus de travailleurs frontaliers à s'établir toujours plus loin de la frontière, dans des EPCI non frontaliers, situés à proximité de la frontière mais non adjacents à un pays étranger.

A l'inverse, à la frontière franco-belge, seuls les EPCI frontaliers possèdent une proportion significative de travailleurs frontaliers, bien que cette part soit généralement plus faible que dans les autres EPCI situés sur d'autres frontières touchées par le phénomène frontalier. La Métropole européenne de Lille (ME) se distingue en accueillant plus de 14 300 travailleurs frontaliers, soit plus d'un tiers des actifs frontaliers travaillant en Belgique ; pourtant, ces travailleurs ne représentent qu'un peu plus de 3% de l'ensemble des actifs occupés dans la métropole.

A la frontière franco-allemande, le nombre de travailleurs frontaliers est également réparti de manière inégale : l'Auxoise Alsace Agglomération (11 000 travailleurs), Forbach Porte de France (7 000) et l'Eurométropole de Strasbourg (4 700) se



Nombre de travailleurs frontaliers et part des frontaliers parmi les actifs occupés par EPCI en 2020 source : INSEE

distinguent, mais la part de ces travailleurs ne dépasse pas le quart des actifs occupés dans ces territoires (Strasbourg 2% ; Mulhouse 10%). Sur cette frontière, seule la Communauté de Communes (CC) de la Plaine du Rhin compte plus de la moitié de ses travailleurs comme frontaliers (51%).

A la frontière franco-italo-monégasque, la Métropole Nice Côte d'Azur est la seule métropole française à avoir un tiers de travailleurs frontaliers sur l'ensemble des actifs occupés (supérieur à 5% (5,2%) avec 14 800 frontaliers. La Communauté d'agglomération de la Riviera Française regroupe un nombre similaire de travailleurs frontaliers, mais ceux-ci représentent plus de 46% du total des actifs occupés.



Publications récentes

Publications sur le thème de l'économie et de l'emploi en transfrontalier (liste non exhaustive)

France-Belgique

- INSEE, Une baisse des actifs plus marquée en Belgique d'ici 2030 (2023)
- INSEE, L'emploi frontalier des Hauts-de-France vers la Belgique : une attractivité modérée et contrastée (2019)
- INSEE (Service de la Statistique de Wallonie), Les travailleurs frontaliers en 2023 (2024)

Grande Région et France-Luxembourg

- OE (Observatoire Inter-régional du marché de l'emploi de la Grande Région), Mobilité transfrontalière des jeunes au sein de la Grande Région (2023)
- INSEE, Chaque année, un frontalier sur cinq vers le Luxembourg est un nouveau frontalier, l'immédiat salarié est le plus (2022)
- AGAPE, Zoom sur... près de 330 000 frontaliers au Grand-Duché en 2040 ? (2022)

France-Allemagne et Grand-Est

- INSEE, Le travail frontalier dans le Grand Est : en 2018, 182 000 habitants de la région travaillent dans un pays voisin (2022)
- INSEE, Le travail frontalier dans le Grand Est - Insee Analyses Grand Est - 144
- OREF (Observatoire Régional Emploi Formation du Grand Est), L'emploi transfrontalier en Région Grand-Est (2023) (étude par bassin d'emploi)
- OREF, Le travail frontalier dans le Grand Est : en 2018, 182 000 habitants de la région travaillent dans un pays voisin (2022)

France-Suisse

- OSTA (Observatoire de l'Arc jurassien), Portraits des territoires de l'Arc jurassien : un espace économique structuré autour du travail frontalier (2022)
- OST (Observatoire statistique transfrontalier Grand Genève), Synthèse annuelle 2023
- Enquête du Crédit Agricole pour le Groupement Transfrontalier Européen franco-suisse, Observatoire des frontaliers (2022)
- Direction régionale de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités de Bourgogne-Franche-Comté, Les frontaliers de Bourgogne-Franche-Comté (2022)
- OFS (Office fédéral de la statistique suisse), Frontaliers, frontaliers (2024)

Travailleur frontalier, quelle définition ?

La définition du travail frontalier varie selon les critères communautaires et les conventions fiscales bilatérales. Selon la réglementation communautaire, un travailleur frontalier est une personne qui travaille dans un Etat membre tout en résidant dans un autre, avec un retour fréquent à son domicile.

En matière fiscale, les conventions bilatérales exigent souvent une résidence et un travail dans une zone frontalière précise pour qualifier un individu de travailleur frontalier. Le principal critère réside dans le marque de définition uniforme du travail frontalier, ce qui peut conduire à d'innombrables interprétations et catégorisations de cette population selon les critères retenus.

Source : Parlement européen

La publication en bref

► Augmentation du nombre de travailleurs frontaliers

- Entre 2009 et 2020, le nombre de travailleurs frontaliers français est passé **de 350 000 à plus de 450 000**.
- Les **principales hausses** concernent la Suisse (+46 %), le Luxembourg (+43 %), la Belgique (+22 %) et Monaco (+21 %).

► Disparités des flux frontaliers selon les pays

- **La Suisse et le Luxembourg** concentrent la majorité des travailleurs frontaliers.
- Une saturation dans les zones frontalières pousse les travailleurs à **s'installer de plus en plus loin**, allongeant les trajets quotidiens.
- La frontière franco-allemande connaît une évolution contrastée : augmentation au sud, mais décroissance au nord.
- La **mobilité transfrontalière est plus limitée** vers l'Italie, l'Espagne et Andorre en raison d'obstacles naturels et économiques.

► Hétérogénéité des données statistiques

- Des **écarts existent** entre les chiffres de l'INSEE et ceux des organismes des pays voisins (ex. : 27 000 travailleurs frontaliers de moins en Suisse selon l'OFS).
- Des efforts sont en cours pour améliorer la collecte et l'harmonisation des données franco-allemandes (GT OTT FR-DE, groupe INSEE-BA)

► Enjeux et défis du travail transfrontalier

- Mobilité et infrastructures : **saturation des transports** et besoin d'améliorations routières et ferroviaires.
- Impact environnemental : **augmentation des trajets en voiture**, congestion et pollution.
- Logement et aménagement du territoire : **tensions sur le marché immobilier, artificialisation des sols** et **déséquilibres économiques**.

► Perspectives et recommandations

- Développement de **nouvelles solutions de transport** pour améliorer l'accessibilité aux bassins d'emploi transfrontaliers.
- **Meilleure coordination entre les États** et mise en place de politiques adaptées à chaque frontière.
- **Suivi de l'impact du télétravail**, qui pourrait modifier les flux et les dynamiques d'emploi transfrontalier à l'avenir.

Prochain numéro

- ▶ **Titre : Observer la demande d'emploi et les métiers en tension dans les territoires frontaliers**
- ▶ **Objectifs:**
 - Constituer un **socle de données** pour un nouveau GT « Métiers en tension dans les territoires transfrontaliers » (12 mai 2025)
 - **Comparer les chiffres du chômage** dans les territoires transfrontaliers (évolution)
 - Mettre en valeur les sources de données pour **identifier les métiers en tension** en France et dans les pays voisins
 - Dans le cadre du GT, **proposer des recommandations concrètes améliorer l'accès à l'emploi dans les territoires frontaliers** (formation, qualité de vie au travail, financement...)

▶ Publications mises en valeur :

Exemple 1: « Observatoire territorial transfrontalier »:

Marché du travail et métiers en tension en Lorraine Nord et au Luxembourg : un enjeu partagé, AGURAM, décembre 2024



Actualités bilatérales et européennes

Jean Peyrony, MOT



Vers une observation multi-niveaux des territoires transfrontaliers

► Au niveau local, les observatoires transfrontaliers

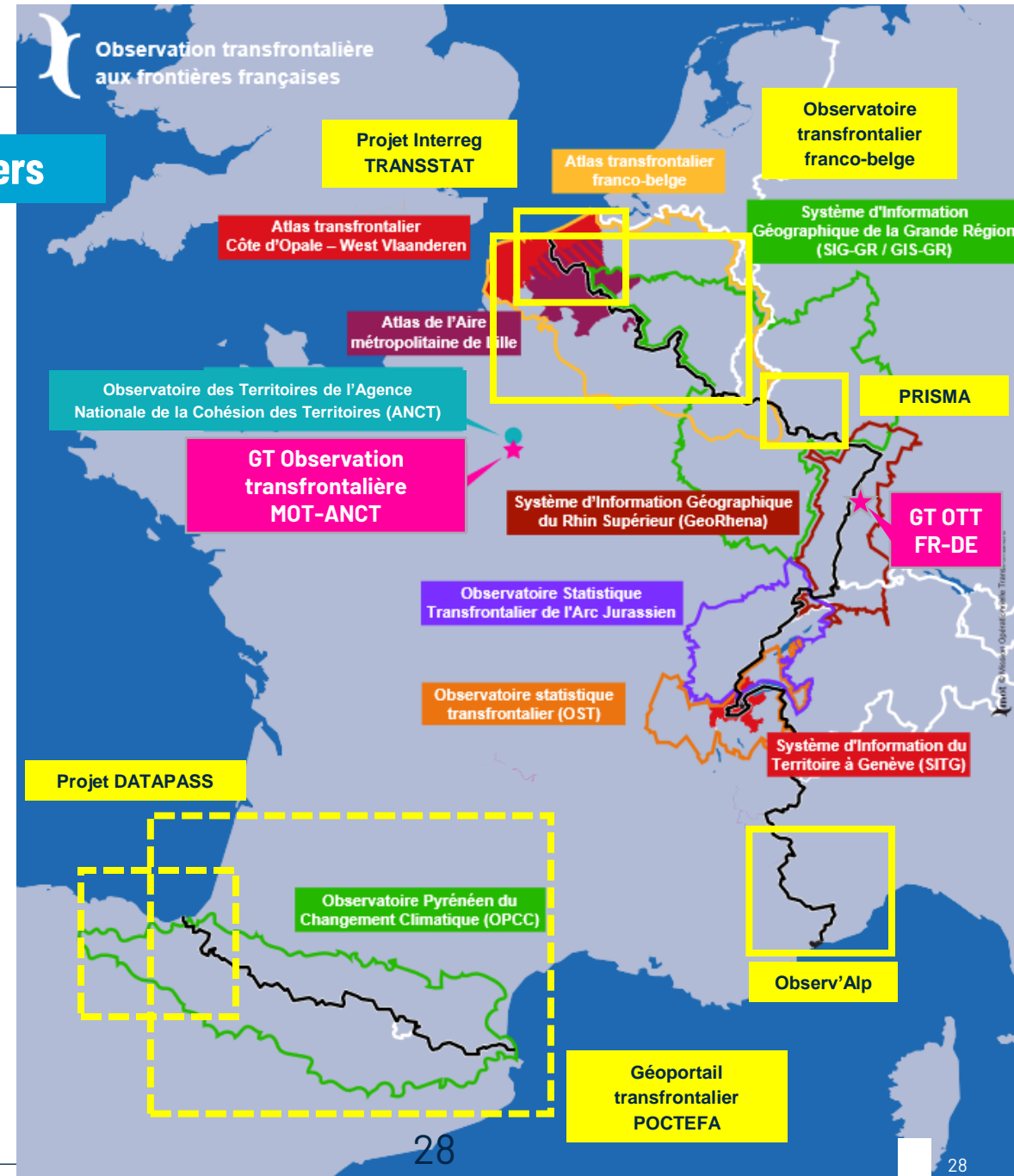
- Des démarches co-financées à l'origine par les programmes Interreg, notamment ISO1
- Des outils devenus pérennes (SIG-GR, GeoRhena, OSTAJ,...)
- De nouvelles démarches d'observation en cours ou en projet financées par Interreg (Observ'Alp, FR-BE, POCTEFA...)

► Des réponses au niveau bilatéral: l'exemple DE FR

- Le projet MORO sur l'aménagement du territoire franco-allemand (une des priorités = le manque de données)

<https://www.europe-en-france.gouv.fr/fr/ressources/rapport-final-fiches-synthetiques-projet-pilote-amenagement-territoire-franco-allemand>

- Le Groupe de travail Observation Territoriale Transfrontalière dans le cadre du CCT franco-allemand : amélioration des données sur l'origine/destination des travailleurs frontaliers entre la France et l'Allemagne (2023); observation des flux de consommation transfrontaliers (2024; projet ESPON)



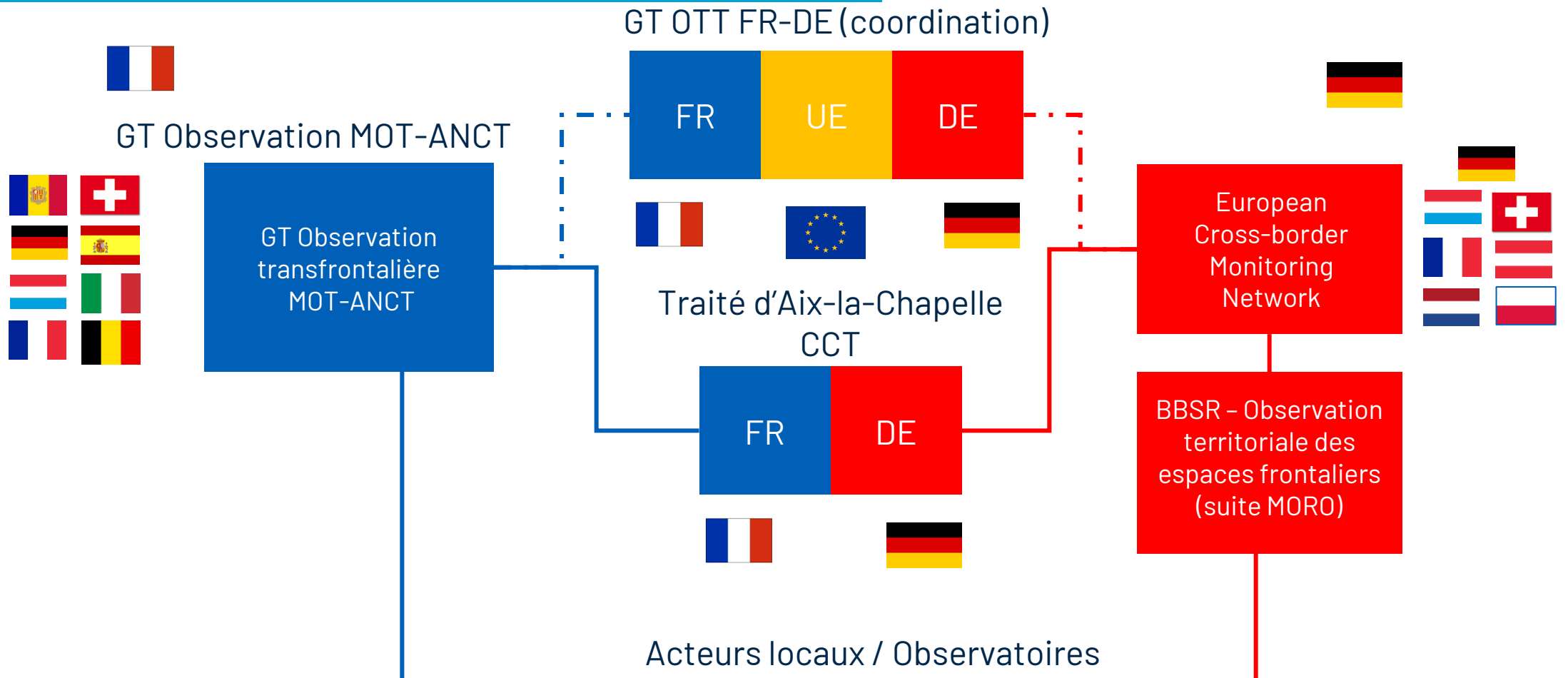
Vers une observation multi-niveaux des territoires transfrontaliers

► Des réponses au niveau national:

- Groupe de travail MOT-ANCT sur l'observation transfrontalière et mise en réseau des observatoires locaux
 - Implique des observatoires locaux, nationaux et européens
 - Assure le suivi des progrès de l'observation transfrontalière
 - Prend des décisions et engage des actions (*par ex: enquête auprès des acteurs locaux de l'observation transfrontalière*)
 - Organise des réunions, des webinaires (échange de bonnes pratiques)
- European Cross-Border Monitoring Network (pilote par le BBSR – Allemagne)
 - Formuler les besoins et résoudre les obstacles, définir des étapes concrètes vers l'harmonisation des données.
 - Établir des liens avec les initiatives nationales et les parties prenantes, rechercher la convergence avec les initiatives, coordonner les efforts en faveur de l'observation transfrontalière au niveau européen.
 - Sensibilisation : les membres contribuent, dans leurs pays respectifs et au niveau européen, à sensibiliser à la question de la surveillance transfrontalière.



3. Vers une observation multi-niveaux des territoires transfrontaliers



- Bénéficiaire des travaux des initiatives françaises, allemandes et européennes
- Avoir accès à des bases de données transfrontalières convergentes



- **Au niveau national**, prise en compte des « régions transfrontalières » dans les **analyses d'impact des projets de lois** (circulaire PM à venir)
- **Au niveau européen**: Traité sur le fonctionnement de l'UE, article 174 : « **cohésion territoriale** », « **régions transfrontalières** ». 2 occurrences dans l'actualité législative de l'UE:
 - Règlement « **Révision du code Schengen** »: pour la gestion des frontières intérieures, les États membres devront désigner les « **régions transfrontalières** », puis les respecter, sous le contrôle de la Commission.

Liste transmise par le ministère de l'intérieur FR à la DG HOME: les départements frontaliers terrestres.

- **Projet de règlement « Bridgefor EU »** pour résoudre les « obstacles transfrontaliers ».



Vers une observation multi-niveaux des territoires transfrontaliers

► Des réponses au niveau européen:

- ESPON : Policy brief, Cross-border monitoring and observation in Europe + Projet CrossGov
- Groupe de travail EUROSTAT sur les CB Cities et FUA
- Projet BRDC 2 de la DG REGIO
- Data Hub for EU Border Regions (ACROSS): DG REGIO/JRC et lien avec la Plateforme CoR ARFE-MOT-CESCI

► Des réponses au niveau global:

- BIG (Border in Globalization) : projet Border Data Base
<https://biglobalization.org/outputs/big-dyads-database>



Définition des périmètres d'observation des bassins de vie transfrontaliers

► L'utilisation des données pour définir des bassins de vie transfrontaliers

Méthodologie d'identification et représentation des bassins de vie transfrontaliers

Représenter les **structures institutionnalisées de gouvernance transfrontalières** (GLCT, GECT, Eurodistricts,...)

4. Structures de gouvernance institutionnalisées

Identifier un premier périmètre par la **proximité géographique** à la frontière, tout en tenant compte des périmètres administratifs locaux

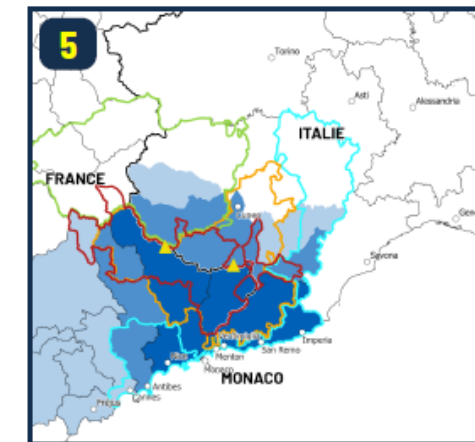
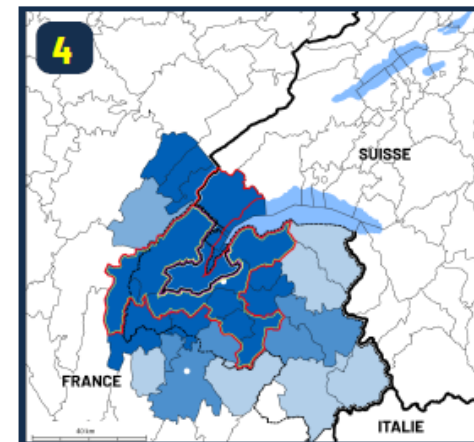
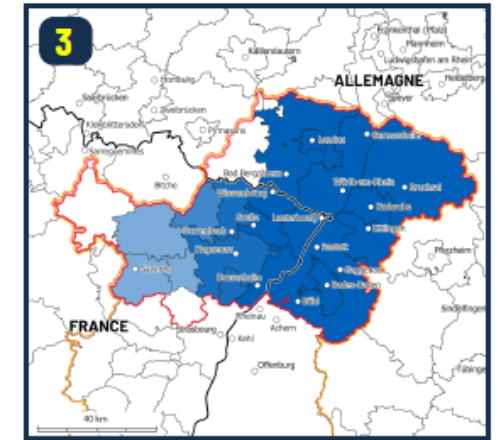
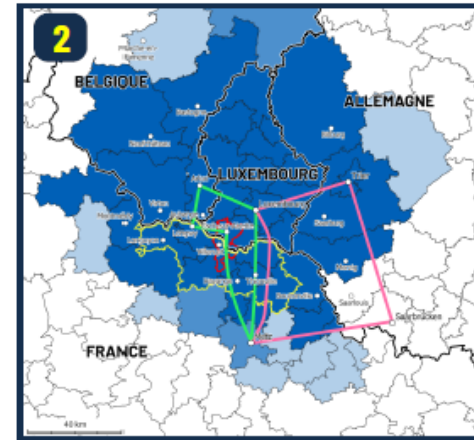
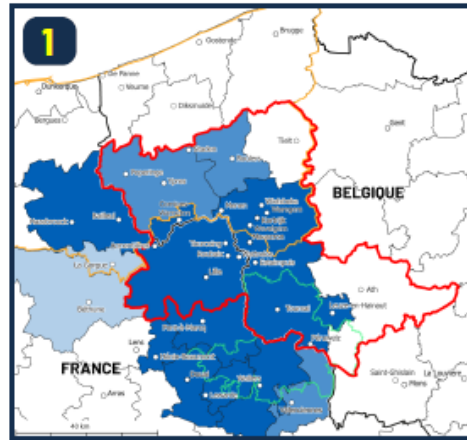
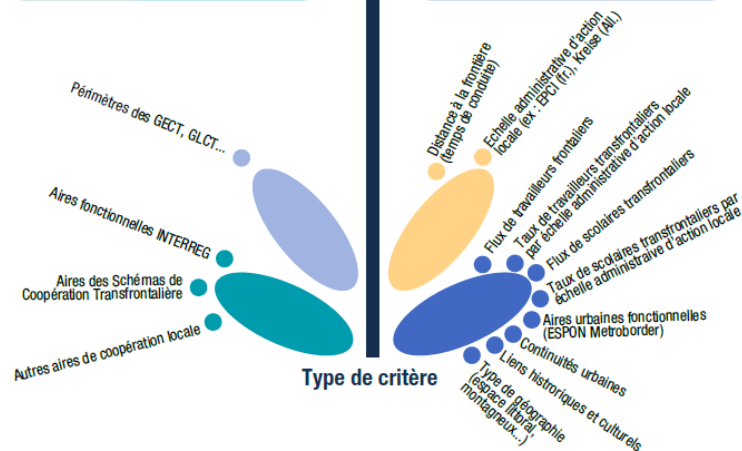
1. Proximité à la frontière

Représenter l'intensité des **coopérations transfrontalières territorialisées** (zones fonctionnelles INTERREG, coopérations locales...)

3. Intensité de la coopération transfrontalière

2. Relations fonctionnelles et caractéristiques territoriales

Représenter l'intensité et la nature des **relations fonctionnelles** du bassin de vie transfrontalier (emploi, scolarité, géographie, caractère urbain...)



Les rencontres territoriales de la MOT

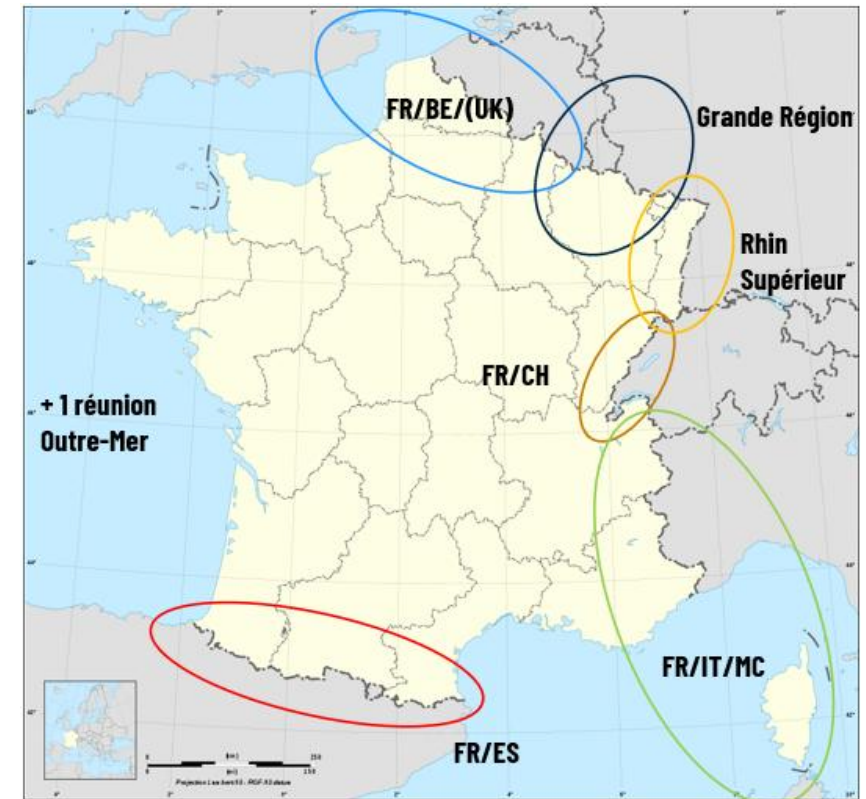
Parmi les objectifs : « panorama des besoins et des enjeux en matière de coopération à chaque frontière, dans le cadre de la feuille de route entre l'Etat et la MOT

En 2025 : 7 rencontres territoriales, septembre/octobre

- France/Belgique/UK
- Grande Région
- Rhin Supérieur
- France/Suisse
- France/Italie/Monaco
- France/Espagne
- Outre-Mer

Les invités des rencontres territoriales :

- Les adhérents de la MOT
- Les Régions
- Les préfets (guichets ANCT)
- Les sous-préfets frontaliers
- Les SGAR
- Les Commissaires de Massifs
- Les Directeurs Régionaux de la Banque des territoires
- Les structures transfrontalières
- Les référents internationaux France Travail
- Les Directeurs Régionaux de l'INSEE
- ...



Carte rencontres territoriales 2025

Présentation de l'étude ESPON CrossGov

Axel Drochon, ANCT



Présentation de l'étude ESPON CrossGov - Governance mechanisms for cross-border functional areas

Objectifs de l'étude

- ▶ **Offrir une compréhension globale de la nature complexe des zones fonctionnelles transfrontalières**, en tenant compte de leurs implications politiques, sociales et économiques :
 - Explorer le concept des zones fonctionnelles transfrontalières et leur relation avec les mécanismes de gouvernance territoriale, en analysant les cadres théoriques et les résultats d'études empiriques.
 - Analyser les dimensions spatiales, économiques, sociales, culturelles et de gouvernance des zones transfrontalières fonctionnelles, en effectuant une étude détaillée des dynamiques locales et régionales.
 - Déterminer les obstacles et les opportunités permettant de réduire les défis transfrontaliers, améliorer les flux de personnes, de biens et de savoirs et stimuler la coopération multi-niveaux.
 - Proposer des modèles de gouvernance fondés sur des approches ascendantes, adaptées à la diversité des contextes géographiques, politiques et institutionnels, pour garantir la durabilité et l'efficacité de l'intégration transfrontalière.



Calendrier

Juillet 2024 – Janvier 2026



Budget

EUR 725,130.00



Couverture géographique

Le projet couvre l'ensemble de la zone du programme ESPON, incluant aussi bien les frontières internes que les frontières externes de l'Union Européenne.



Présentation de l'étude ESPON CrossGov - Governance mechanisms for cross-border functional areas

Questions Clés à Traiter

Le projet devrait soutenir les politiques européennes, nationales et régionales en répondant aux questions politiques clés suivantes :

- ▶ **Définir les zones fonctionnelles transfrontalières** : Comment établir une définition commune, à l'échelle européenne, qui corresponde aux réalités vécues sur le terrain et soutienne les processus d'intégration transfrontalière ?
- ▶ **Méthodologies et outils de suivi** : Quelles méthodes utiliser pour définir, surveiller et évaluer le développement des différentes zones fonctionnelles, tout en tenant compte des données territoriales existantes et des pratiques politiques variées ?
- ▶ **Obstacles et moteurs du développement transfrontalier** : Quels sont les principaux défis et moteurs qui façonnent le développement de ces zones et comment surmonter les obstacles persistants ?
- ▶ **Structures de gouvernance** : Comment capitaliser sur les spécificités institutionnelles et territoriales des différentes régions transfrontalières et garantir leur gouvernance durable ? Comment intégrer les évolutions récentes des dynamiques transfrontalières (ex : pandémie de Covid-19) dans les structures de gouvernance existantes ?

Production d'outils :

- Atlas transfrontalier,
- Analyses /rapports de 10 études de cas,
- Recommandations politiques,
- Guide pour actualiser le suivi des zones fonctionnelles



Présentation de l'étude ESPON CrossGov - Governance mechanisms for cross-border functional areas

Retour sur le Steering Committee Meeting du 13 janvier 2025

- ▶ **Conceptualisation** : L'approche CrossGov pour les zones fonctionnelles transfrontalières repose sur une vision multi-niveaux et des indicateurs d'intégration fonctionnelle et institutionnelle.
- ▶ **Sélection des indicateurs** : Le consortium a analysé plus de 100 indicateurs concernant leur disponibilité et faisabilité, aboutissant à un aperçu des métadonnées. Conformément aux Termes de Référence (qui demandent 20 indicateurs), une liste restreinte d'indicateurs a été proposée, basée sur les critères suivants :
 - La sélection permet une conceptualisation basée sur les données des régions fonctionnelles transfrontalières.
 - Elle respecte l'exigence d'inclure au moins un nouvel indicateur par dimension.
 - Une couverture à 100 % de l'espace ESPON.
 - Le niveau spatial : au moins NUTS 3.

Des indicateurs alternatifs ont été fournis par dimension, afin de garantir un équilibre entre les indicateurs thématiques pertinents et significatifs. Après avoir suivi ces critères et mené les discussions, les participants ont convenu de la liste des indicateurs suivante.

▶ Prochaines étapes / Livrables

- Les retours écrits sur la conceptualisation et le compendium ont été soumis début février.
- Le consortium a lancé la mise en œuvre des études de cas et poursuit le développement de la base de données et de l'atlas.

No.	Indicator	Dimension/beyond official statistics
1.	Commuting calculation	dimension 1/yes
2.	Gross domestic product at current market prices	dimension 1/no
3.	Border crossing density of transport infrastructure	dimension 1/yes
4.	Power stations/plant (coal, gas, nuclear, hydro, geothermal)	dimension 1/yes
5.	Power lines and energy infrastructure	dimension 1/yes
6.	Population (development)	dimension 2/no
7.	Population density	dimension 2/no
8.	Purchasing price	dimension 2/yes
9.	Social cross-border interactions	dimension 2/yes
10.	Cross-border public services	dimension 2/yes
11.	Protected Areas EEA	dimension 3/in combination yes
12.	Risks (flooding, drought, fires, etc.)	dimension 3/in combination yes
13.	Change of settlement areas	dimension 3/yes
14.	Cross-border catchment area based on mobility flows	dimension 4/yes
15.	Cross-border travel-time accessibility	dimension 4/yes
16.	Potential and de-facto accessibility (space-time-lines)	dimension 4/yes
17.	Cross-border telework agreements	dimension 5/yes
18.	Institutionalised advice centers for cross-border issues	dimension 6/yes
19.	Number of perceived obstacles per border region	dimension 6/yes
20.	Keep data localisations	dimension 6/yes
21.	Format of Cooperation	dimension 7/yes

Présentation de l'étude ESPON CrossGov - Governance mechanisms for cross-border functional areas

10 de cas ont été retenues :

1. Trinational Eurodistrict Base (CH, DE, FR)
2. Luxembourg (LU, BE, DE, FR)
3. Fehmarnbelt (DE/DK)
4. Trieste (IT/SI)
5. Espace Mont-Blanc (CH/FR/IT)
6. Gmünd-České Velenice (AT/CZ)
7. Komárno-Komárom (HU/SK)
8. Badajoz-Elvaz (ES/PT)
9. Helsinki-Tallinn (FI/EE)
10. IE/UK (Newry-Dundalk) :
 - Pour cette dernière étude de cas, il est prévu que seul un nombre restreint d'indicateurs soit examiné et visualisé, **en raison de la situation du Brexit qui affecte également la disponibilité des données** (base de données ESPON, Eurostat).
 - Les structures de gouvernance de cette région seront prises en compte.
 - Cela n'impliquera pas de travail supplémentaire pour l'atlas et les fiches, mais permettra néanmoins de recueillir des informations pertinentes pour l'étude de cas.



Point d'information sur deux plateformes de visualisation de données : ACROSS (JRC) et Local Data Portal (OCDE)

Jean Rubio, MOT



Deux plateformes de visualisation de données: ACROSS (JRC) et Local Data Portal (OCDE)

ACROSS



► Pourquoi les régions frontalières de l'UE sont-elles importantes?

- L'UE compte **40 frontières terrestres intérieures**, les régions adjacentes représentant environ **un tiers de la population et du PIB de l'UE**.
- Malgré l'intégration européenne, les frontières nationales continuent de limiter la pleine intégration socio-économique entre les régions frontalières voisines.
- Étudier, se former, travailler, recevoir des soins de santé et faire des affaires par-delà les frontières sont autant d'activités quotidiennes qui devraient être possibles indépendamment des frontières administratives nationales.
- La **collecte de données harmonisées** sur les interactions transfrontalières est **essentielle pour éclairer la prise de décision**, comme le recommande la Commission européenne.

<https://urban.jrc.ec.europa.eu/across>

► Données et analyses pour les régions transfrontalières

- La plateforme de données pour les régions frontalières de l'UE collecte des **données géospatiales harmonisées sur les interactions transfrontalières de l'UE et des indicateurs socio-économiques solides**, utiles pour comparer les régions frontalières et soutenir la recherche dans les études sur les frontières.
- Il couvre une variété de domaines, y compris **les transports publics, les services publics, les soins de santé, la gouvernance transfrontalière, les obstacles aux frontières et les solutions**. Sa plate-forme conviviale et interactive offre une variété de vues cartographiques et cartographiques pour aider les utilisateurs à explorer et analyser les données à différentes échelles et sur différents thèmes.
- **La plateforme de données est une initiative** de la direction générale de la politique régionale et urbaine (**DG REGIO**) et du Centre commun de recherche (**JRC**) de la Commission européenne.

ACROSS Indicateurs

► Interaction transfrontalière

- **Fonction publique:**
 - Services publics transfrontaliers
 - Service public transfrontalier par thème à moins de 25 km de la frontière)
- **Transport:**
 - Indicateur de performance ferroviaire
 - Arrêts ferroviaires
- **Soins de santé:**
 - Projets de soins de santé transfrontaliers (2000-2024)
- **Gouvernance :**
 - GECT actif à travers la frontière terrestre intérieure de l'UE
 - Obstacles frontaliers signalés par les demandeurs (projet b-Solution)

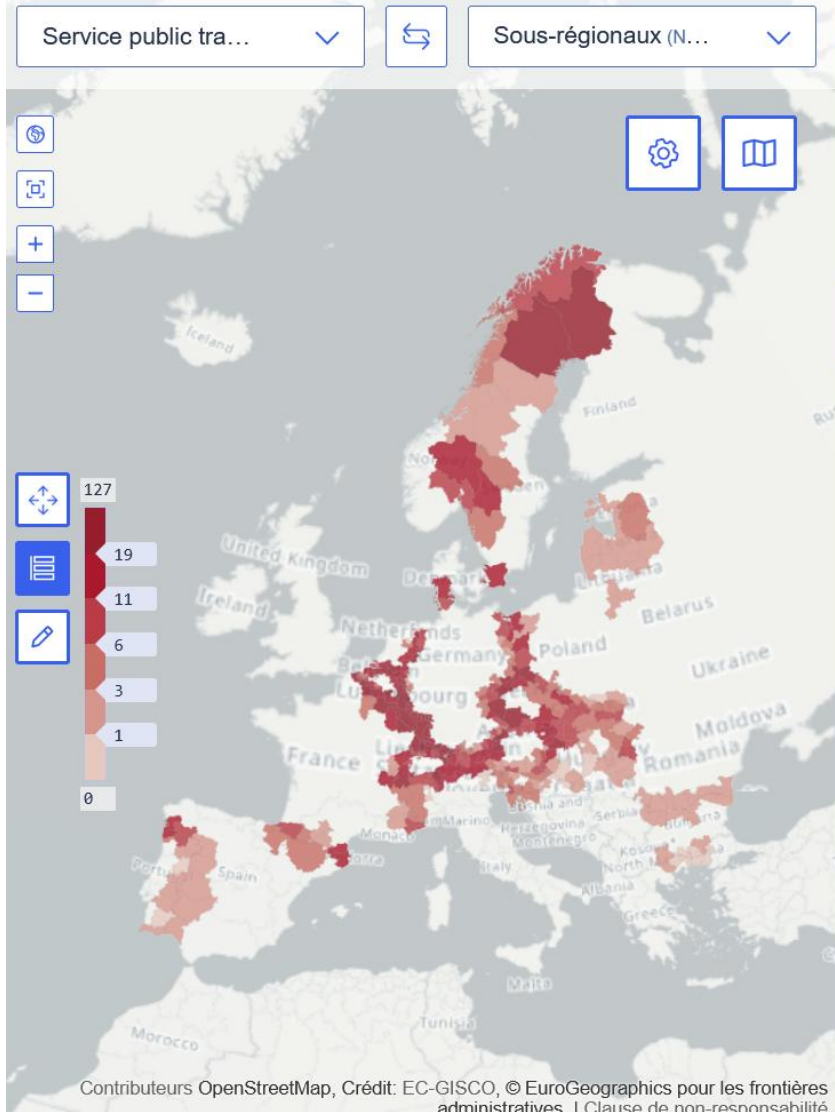
► Dynamique transfrontalière

- **Démographie:**
 - Population
 - Évolution de la population
 - Nombre total de décès
 - Taux de fécondité
 - Ratio de dépendance à l'âge
 - Ratio de dépendance par tranche d'âge (vieux/jeune)
- **Economie:**
 - PIB par habitant en SPA
 - Valeur ajoutée brute en SPA
 - Variation de la VAB 2011-2021
- **Marché du travail :**
 - Emploi total (sur le lieu de travail)
 - Emploi par secteur
- **Tourisme :**
 - Capacité du tourisme
- **Energie et climat :**
 - Potentiel technique solaire photovoltaïque
 - Potentiel technique de l'éolien terrestre



ACROSS

Service public transfrontalier par thématique dans un rayon de 25 km de la frontière (nombre)



↙ Cross-Border Public Service per Themes within ↗ 25km from the border (number)



CPS per themes

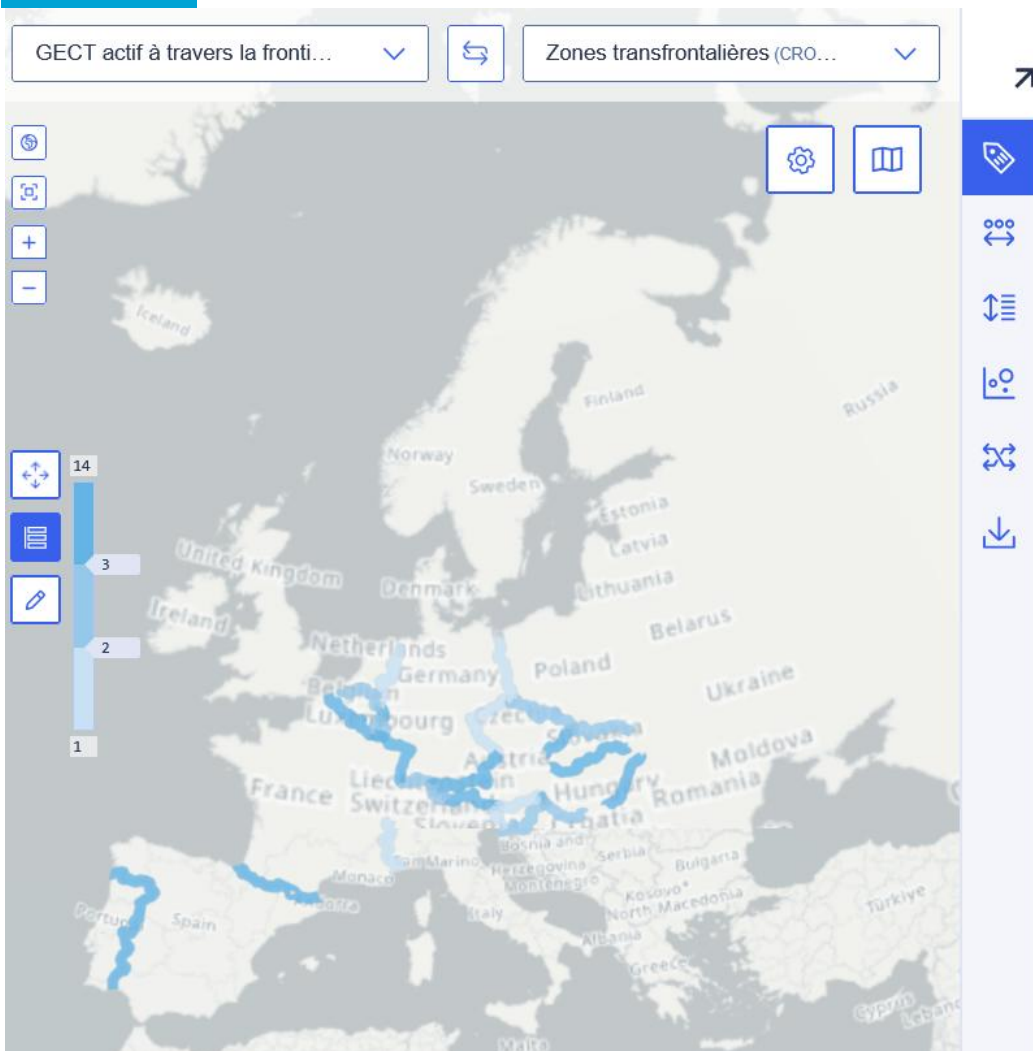
The dataset provides the total number of Cross-border Public Services (CPS) located within or mainly within 25km of border areas, aggregated by border region, across the following themes:

1. Citizenship, justice, and public security
2. Civil protection and disaster management
3. Communication, broadband and information society
4. Education and training
5. Environment protection, natural resources management and climate change action
6. Health care and social inclusion
7. Labour market and employment
8. Spatial planning, economic development, tourism, and culture
9. Transport

Excel

ACROSS

GECT actif à travers la frontière terrestre intérieure de l'UE



↗ GECT actif à travers la frontière terrestre intérieure de l'UE ⁽ⁿ⁾



Groupement européen de coopération territoriale (GECT)

Actif EGTC entre le EU interne land frontière

Resolution: Border areas; NUTS 3 border regions

Policy context: Governance

Uncertainty and limitations:

The absence of values in this dataset does not necessarily indicate a lack of EGTCs in a particular region or border areas. Rather, it may indicate that the EGTCs in question are not purely cross-border in nature, or that they involve maritime territories. Future updates will provide a more comprehensive overview of EGTCs across the EU.

The representation by border area is indicative and serves to illustrate the border without implying a specific spatial extent of the EGTC structure.

For a complete and up-to-date list of all EGTCs [Official list of all EGTCs \(CoR\)](#).

For more information [Committee of the Regions - European Cross-Border Platform](#)

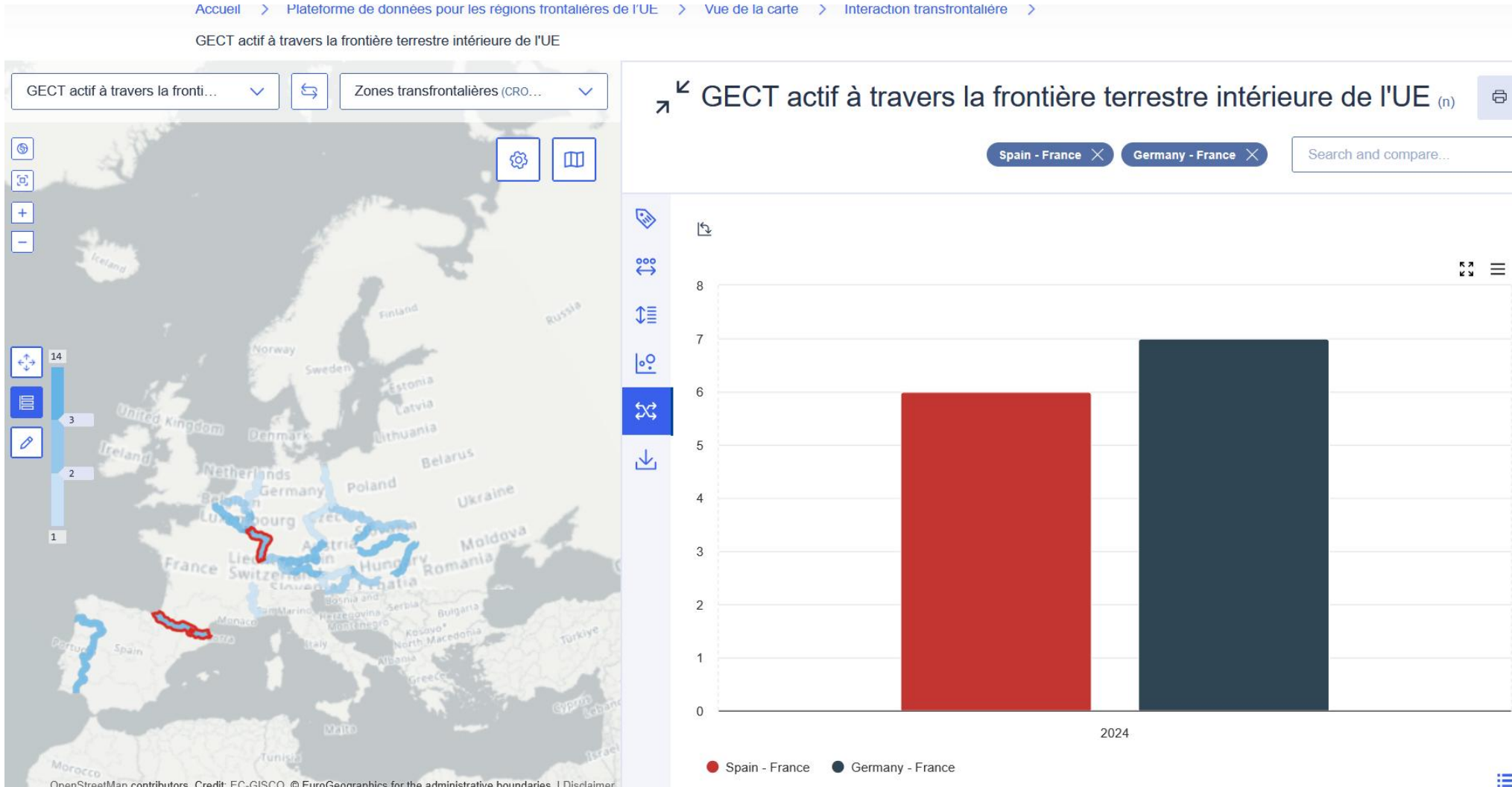
Temporal coverage: 2024 - 2024

Source: Committee of the Regions

Organisation: EC-JRC



ACROSS GECT actif à travers la frontière terrestre intérieure de l'UE >> Outil comparatif entre frontières

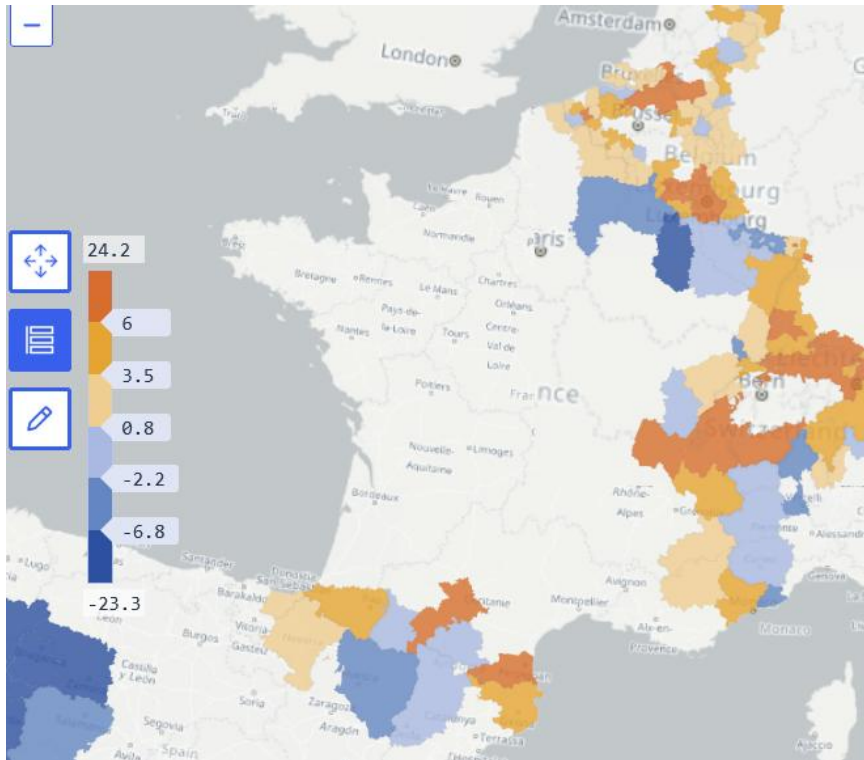


Deux plateformes de visualisation de données: ACROSS (JRC) et Local Data Portal (OCDE)

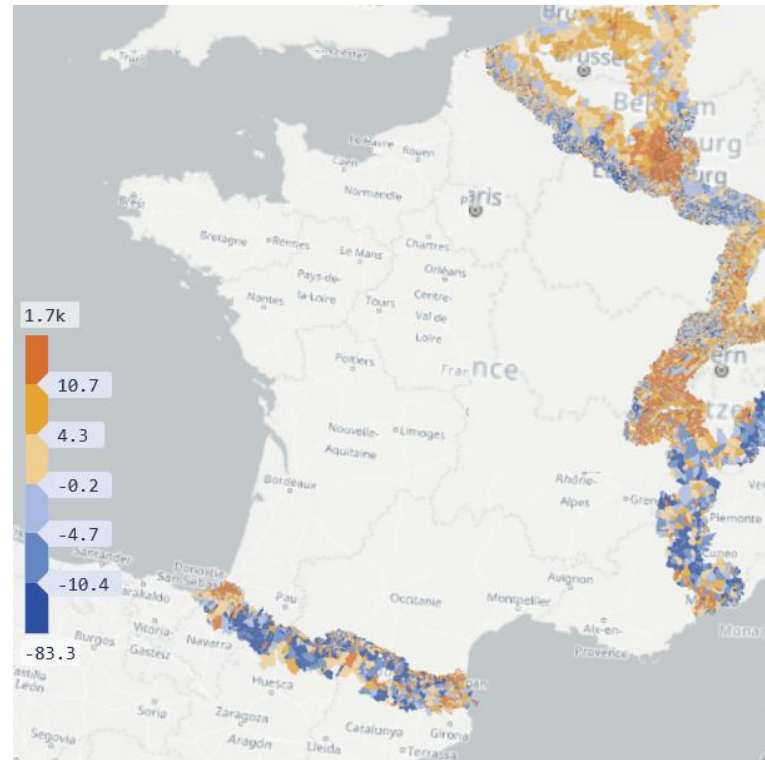
ACROSS

► Dynamique transfrontalière

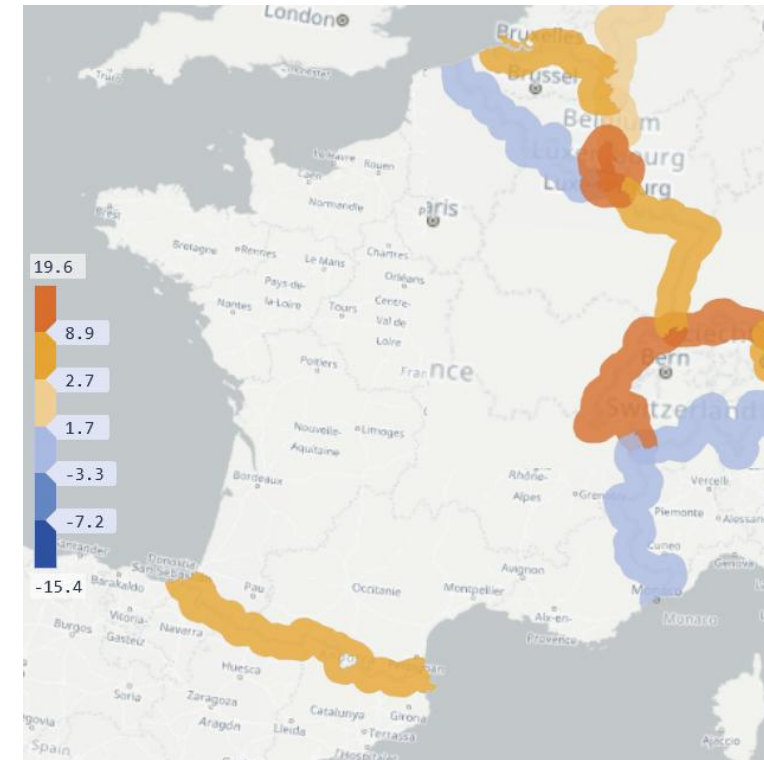
- Indicateur : Evolution de la population 2011-2021
- Echelles territoriales : Sous-régions (NUTS 3) ; Municipalités (LAU); Zones transfrontalières (CROSSBORDER)



Sous-régions (NUTS 3)



Municipalités (LAU)

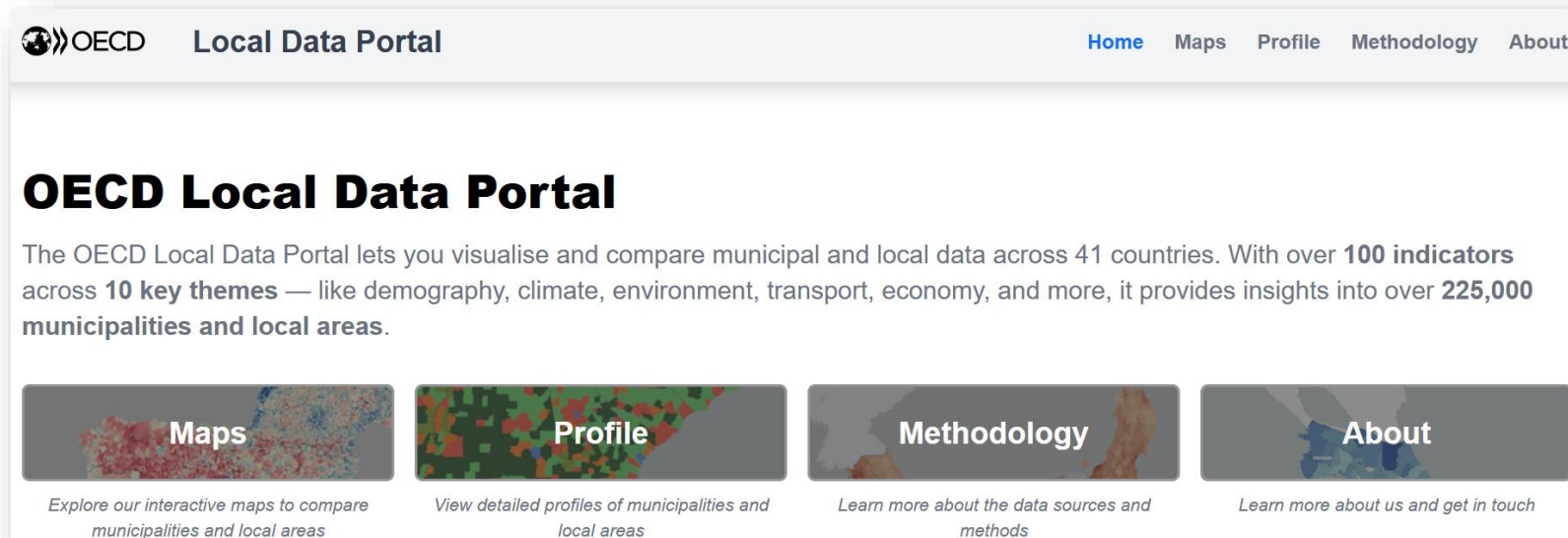


Zones transfrontalières (CROSSBORDER)



OECD Local Data Portal

<https://localdataportal.oecd.org>



- ▶ Le portail de données locales de l'OCDE permet de **visualiser et de comparer les données municipales et locales dans 41 pays**.
- ▶ Avec **plus de 100 indicateurs** répartis en 10 thèmes clés – tels que la démographie, le climat, l'environnement, les transports, l'économie et bien d'autres – il offre des informations sur plus de 225 000 municipalités et zones locales.

OECD Local Data Portal

Indicateurs

Démographie

- Taille de la population
- Évolution démographique
- Accroissement naturel
- Migration

Environnement

- Occupation des sols
- Espaces verts
- Zones protégées
- Évolution du couvert forestier
- Pollution de l'air

Climat

- Tendances des températures
- Stress thermique et froid
- Températures de surface et îlots de chaleur urbains
- Précipitations
- Sécheresses
- Incendies
- Inondations fluviales et côtières

Énergie

- Potentiel d'énergies renouvelables
- Degrés-jours de refroidissement
- Degrés-jours de chauffage

Transport

- Véhicules
- Modes de transport pour aller au travail
- Transports en commun
- Flux de navetteurs

Économie et emploi

- Répartition des revenus
- Marché du travail

Organisation territoriale

- Densité de population
- Surfaces urbanisées
- Volume bâti
- Degré d'urbanisation

Logement

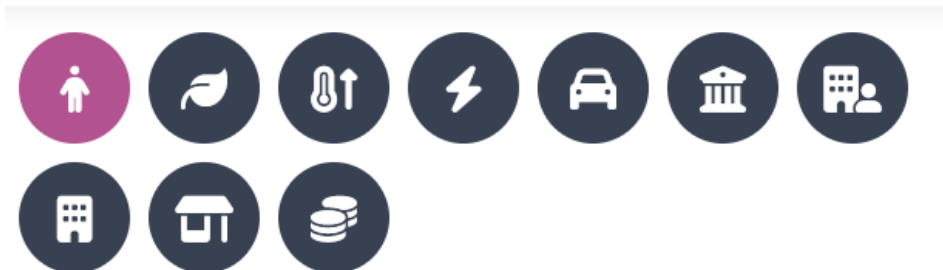
- Parc de logements
- Ménages
- Coût du logement
- Énergie utilisée pour le chauffage des logements

Services

- Éducation
- Santé
- Numérisation

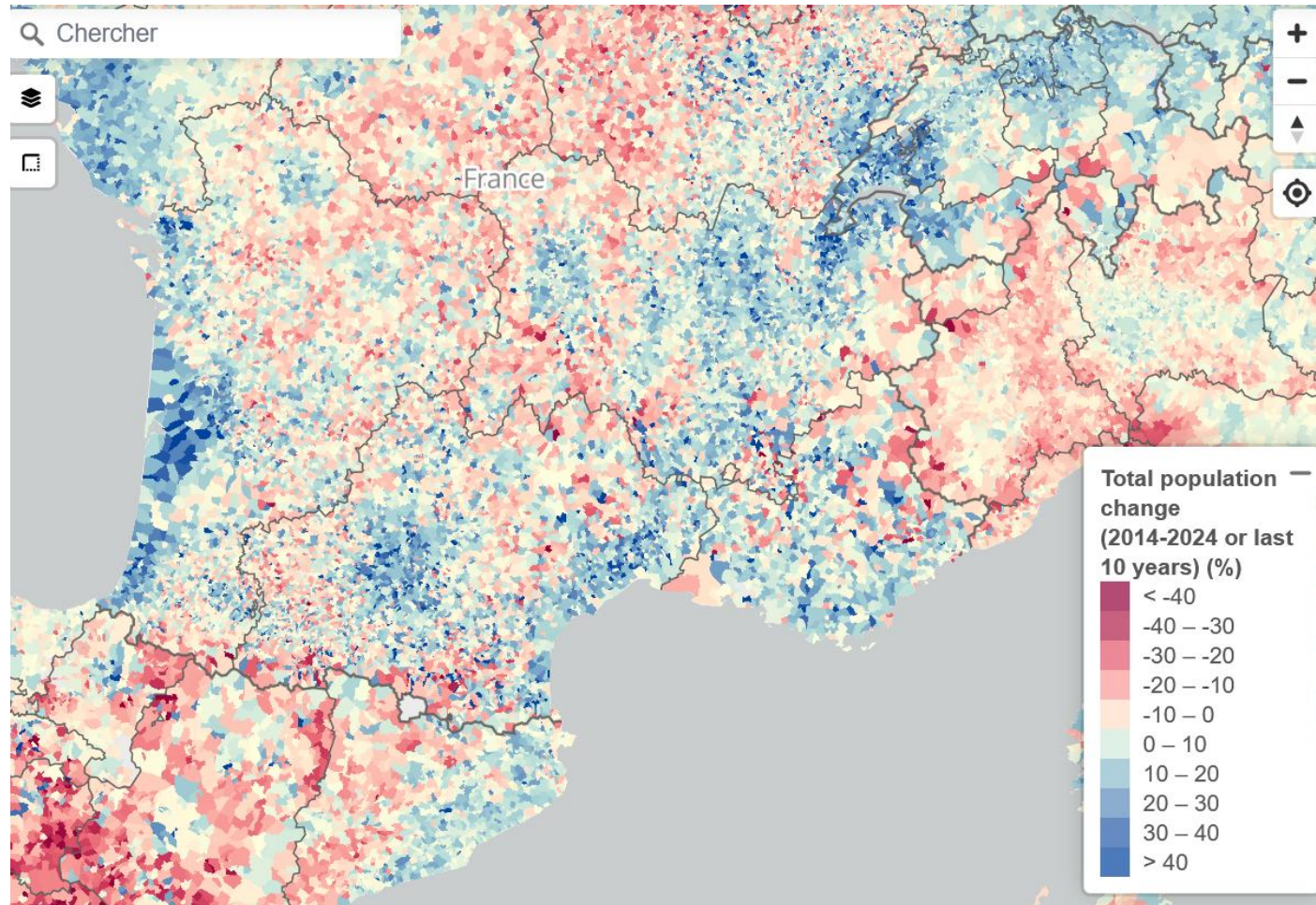
Finances des gouvernements municipaux

- Dépenses
- Revenus



OECD Local Data Portal

Évolution totale de la population (2014-2024 ou sur les 10 dernières années) (%)



OECD Local Data Portal

**Nombre de
nuits tropicales
($T_{min} > 20^{\circ}\text{C}$)
(2019-2023)
(nuits)**

